

ORSTOM
Centre de YAOUNDE

1er Semestre
1971

Y. MARGUERAT

géographe

--:--:--

Commentaire de la planche

INDUSTRIES

MINES, ENERGIE

de l'ATLAS NATIONAL du CAMEROUN

--:--:--

TEXTE PROVISOIRE

INTRODUCTION

LE PROBLEME DES SOURCES

--:--:--

A première vue, les documents analysant l'industrie au Cameroun paraissent abondants. En fait, la plupart de ceux-ci ne font que se recopier les uns et les autres, et, si une confrontation minutieuse de la quasi totalité d'entre eux permet de relever de nombreux renseignements, il est cependant indispensable de fonder sa documentation sur les sources de première main. Certaines sont publiées ou publiques, d'autres non. L'amabilité de nombreux responsables et experts nous a permis de consulter nombre de documents confidentiels moyennant promesse de discrétion, nous nous limiterons donc à une énumération vague des sources possibles, mais chacun de ceux qui nous ont aidés devineront ici l'expression de notre grande gratitude.

Il y a donc :

1°) Les sources officielles : dossiers du Ministère du Plan et de la Direction de la Statistique, dossiers de la Chambre de Commerce, listes du Syndicat des Industriels (SYNDUSTRICAM)... Il s'agit de documents de toute première main (parfois un peu vieillis).

2°) Les sources officieuses : fondamentalement, les publications de deux maisons spécialisées dans l'information économique africaine, publications de l'hebdomadaire aux annuaires annuels- toujours faites à partir des renseignements fournis par les industriels et les services officiels eux-même. C'est le "groupe MOREUX" (publication principale : Marchés Tropicaux) (1) et le "groupe EDIAFRIC"

(1) 190, Boulevard Haussmann - Paris 8e

(Bulletin de l'Afrique Noire, Documentation Africaine) (1). Ils font un grand effort de mise à jour permanente par liaisons régulières avec les industriels.

Les données provenant d'une de ces deux sources peuvent être considérées comme à peu près sûres, à la nuance près que les entreprises, faute d'un corps important de contrôleurs, disent d'elles-mêmes ce qu'elles ont envie qu'on en sache. Elles ont ainsi tendance à gonfler leur importance aux yeux des observateurs officieux - et des actionnaires - et à la minimiser à ceux des observateurs officiels - et du fisc... d'où des discordances sensibles entre les deux sources, pas toujours dans le même sens d'ailleurs. S'il est parfois facile de voir que certains chiffres sont des espoirs, des projets et non des réalités, il est fort difficile de choisir entre les chiffres notablement divergeants que l'on rencontre. Il nous a bien fallu trancher, mais certains de nos choix ont été nécessairement arbitraires, donc criticables.

D'autre part, dossiers du Plan, listes du SYNDUSTRICAM, fiches d'EDIAFRIC... ne cernent vraiment que les entreprises les plus importantes : moyennes et petites glissent entre les mailles d'un filet statistique beaucoup trop lâche. Et le Cameroun occidental, qui là comme ailleurs n'a pas les traditions centralisatrices des francophones, échappe à peu près complètement aux recensements. Il existe des enquêtes industrielles à Buéa, mais elles sont difficiles d'accès, vieilles et très incomplètes.

Certes la centaine d'entreprises correctement décrites représente la partie décisive des activités industrielles au Cameroun, mais nous cherchons à établir un bilan aussi complet que possible, il nous faut donc avoir recours aux :

(1) 57, avenue d'Iéna - Paris 16e

3°) Sources locales : il faut aller sur place pour connaître la plus grande partie des entreprises existant au Cameroun, qui ne sont souvent à Yaoundé qu'un nom sur un dossier vide ou dans une longue liste mécanographique dépourvue de tout détail économique. Ne pouvant visiter en personne ces nombreuses firmes, il faut faire confiance aux responsables départementaux, -qui, en général, connaissent bien leur région - et à divers documents locaux, comme les dossiers des Inspections du Travail (qui comptabilisent les employés), ou certains documents fiscaux, comme les recensements des salariés gagnant moins de 10 000 francs (1) par mois qu'un récent décret exonérait d'impôt sur le revenu.

Au total, nous nous trouvons devant 371 firmes dont nous connaissons en gros les données principales. Plusieurs dizaines d'autres nous ont échappé, ou ne sont qu'un nom dont on ignore complètement ce qu'il recouvre ; mais ces fantômes ne sont en général que de bien petites entreprises.

Les données que nous avons considérées comme essentielles pour chaque entreprise sont :

- 1) son type d'activité
- 2) sa localisation
- 3) son chiffre d'affaire
- 4) sa main d'oeuvre(permanente)
- 5) ses investissements (2).

Ce n'est que pour les plus importantes que nous avons des notions supplémentaires (formation du capital, participations et liaisons financières...). Pour beaucoup, parmi les petites firmes, certains chiffres nous manquent : l'investissement fréquemment, le chiffre d'affaire parfois, la main d'oeuvre rarement. Il nous a souvent fallu extrapoler, en général en s'appuyant sur la comparaison avec des entreprises semblables, mais il y a beaucoup d'arbitraire et d'aléatoire.

- (1) nous parlerons toujours en "francs CFA", soit deux centimes "métropolitains".
- (2) le capital social est une notion juridique dépourvue de réalité économique - nous le négligerons, tout comme le statut juridique des sociétés.

Nos recherches se sont déroulées de 1968 à 1970. Pour avoir des données homogènes, c'est-à-dire comparables, nous nous sommes efforcé de prendre comme année de référence 1969. Ce n'est qu'un petit nombre de nos chiffres qui sont plus anciens ou plus récents. Cependant un certain nombre de sociétés en cours d'installation ne donnent que des chiffres prévus, dont on ne peut extraire ceux effectivement réalisés en 1969. C'est là une parmi bien d'autres de nos imprécisions de détail. Mais, vu dans l'ensemble, le phénomène industriel au Cameroun est assez net, assez décisif dans la vie du pays pour faire l'objet d'une étude attentive.

I - DEFINITIONS ET CLASSIFICATIONS

1) Problème des limites inférieures de l'industrie. Le plus grand nombre des entreprises industrielles ne présente aucune ambiguïté, mais les plus petites d'entre elles se mélangent au secteur artisanal, dont les rapprochent petite taille, rôle local, mode d'organisation. Ces très petites entreprises sont d'ailleurs souvent créées par des camerounais, alors que, nous le verrons, l'essentiel de l'industrie au Cameroun est l'oeuvre d'étrangers. Ces très petites firmes échappent par ailleurs aux mailles des divers recensements industriels, et nous sommes loin de pouvoir les inventorier de façon précise.

Si nous fixons - de façon assez arbitraire - la limite inférieure de la véritable industrie à 25 millions de F. CFA de chiffre d'affaires annuel ou à 25 employés permanents (mais le nombre des entreprises qui ne dépassent que l'un des deux chiffres est très restreint), nous retiendrons, sur les 371 entreprises que nous allons analyser, 74 firmes que nous baptiserons "semi-artisanales", dont il nous faut tenir compte, car elles peuvent avoir une importance locale notable - au niveau d'une petite ville par exemple.

A l'inverse, nous isolerons parmi les 297 véritables industries la "botte" des plus importantes. Nous choisirons comme critère qu'elles dépassent soit un milliard de francs CFA de chiffre d'affaires annuel, soit un milliard d'investissements totaux, soit mille salariés permanents. On sélectionne ainsi 28 sociétés qui sont décisives dans la vie économique du pays.

Les autres firmes peuvent être classées en : "importantes" (plus de 250 millions de chiffre d'affaires ou d'investissement, ou plus de 250 employés - soit 65 entreprises), "moyennes" (plus de

100 millions de chiffre d'affaires ou d'investissement, ou plus de 100 employés - soit 81 entreprises), "petites" (de 25 à 99 millions de chiffre d'affaires ou d'investissement, ou de 25 à 99 salariés - soit 123 entreprises).

2) Classification des secteurs industriels.

Les services de la statistique et du Plan utilisent un système Code dérivé de la "Classification Internationale Type des Industries" (code CITI-CAM). En fait, ce code a été prévu pour mise en forme mécanographique de toutes les activités économiques : ses secteurs 6 (finance, assurances, immobilier), 7 (transport), 8 (services) et 9 (commerce) ne concernent pas les activités industrielles. Celles-ci sont essentiellement regroupées dans les secteurs 2 (manufacture des produits organiques, sauf le caoutchouc : industries alimentaires, textiles, du bois, du papier, du cuir..) et 3 (manufacture des produits minéraux et du caoutchouc : industries chimiques, métallurgiques, mécaniques...)

Outre certains regroupements maladroits, comme le sous secteur 24 (chaussures, vêtements, literies, garniture des véhicules...) et surtout le sous-secteur 33 (industries des minéraux non métalliques, juxtaposant les fabrications de verre, des briques, de la porcelaine et du ciment), ce système - intéressant sur la plan théorique - a le défaut de trop prêter attention aux matières premières traitées, et pas assez aux finalités des traitements. En effet, dans une économie de pays sous-développé, il y a une différence fondamentale entre les industries destinées à conditionner les produits locaux - agricoles ou miniers - en vue de l'exportation, et celles qui fournissent aux populations locales des biens de consommation, que ce soit à partir d'importations ou de productions locales. Il y a deux marchés sans points

communs qui organisent chacun pour leurs besoins une partie de la production - le marché local - correspondant aux besoins élémentaires d'une population à pouvoir d'achat restreint et d'une activité économique en démarrage, et le marché international, soumis aux aléas d'une sévère concurrence, qui exige de gros volumes de matières presque brutes et le maximum de technicité.

D'autre part, une différence qui mérite d'être notée existe entre les firmes qui ont en elle-même leur propre finalité, c'est-à-dire satisfaire une demande précise du marché, fournir un produit fini ou demi-fini déterminé (comme les boissons, les chaussures, les cigarettes..) et celles qui ont comme objectif de satisfaire les besoins techniques des premières (premiers conditionnements des matières premières, fourniture de matériel de conditionnement), ou bien d'exploiter les sous-produits d'une activité plus importante. Dans ces activités dérivées ou satellites, on trouvera par exemple la fourniture de matériaux de construction, les industries du bois, les traitements annexes de la production agricole (huile extraite des noyaux de coton...).

Mais les entreprises camerounaises dont nous nous occupons sont trop peu nombreuses pour remplir toutes les possibilités qu'offre le schéma théorique de classification que nous suggérons ici. Il nous faudra accepter des regroupements importants, plus ou moins harmonieux, pour serrer au plus près la réalité. Nous classons ainsi nos 371 entreprises en "secteurs", que nous désignerons par des lettres pour en faciliter la mémorisation.

Il y a toutefois des activités que l'on peut hésiter à qualifier d'industrielles, bien qu'elles n'appartiennent absolument pas au domaine traditionnel et qu'elles interfèrent vigoureusement avec les industries stricto sensu. Ce sont les plantations, les exploitants forestiers, les travaux publics et la production d'énergie, que nous définirons comme "secteur para-industriel".

Nous aurons ainsi - en incluant le domaine semi-artisanal :

Secteur P : les plantations, qui sont d'ailleurs les entreprises les plus nombreuses (nous en comptons une soixantaine), bien qu'une douzaine seulement soient vraiment puissantes. La majorité est composée de très petites exploitations, pour la plupart aux mains d'autochtones. Toutes sont totalement tournées vers l'exportation, soumises aux risques de la concurrence internationale, d'où des efforts constants de productivité et d'amélioration de la qualité : mais les plus importantes se remarquent par la complexité de leur organisation, associant au travail proprement agricole des activités de recherches technologiques et un traitement plus ou moins poussé des produits dans des usines de conditionnement élémentaire dont l'activité propre ne peut dans les statistiques être isolée de l'ensemble.

La plus importante société de plantation industrielle, la CAMEROUN DEVELOPMENT CORPORATION, propriété de l'état du Cameroun Occidental, a ainsi de multiples productions sur ses 80 000 ha de terrains : hévéa et palmier à huile principalement, banane, thé, cacao, poivre... Les autres firmes ne pratiquent en général qu'une seule culture : café surtout (arabica plus souvent que ROBUSTA), bananes et autres fruits tropicaux, palmier à huile et hévéa (ces deux arbres étant le plus souvent plantés par très grandes surfaces), thé, tabac, cacao (la quasi-totalité de cette dernière production est essentiellement familiale et artisanale).

Il nous faut aussi introduire un demi-secteur P°, les "pseudo-plantations", qui regroupe quatre établissements très particuliers qui n'ont en commun que d'encadrer, traiter et commercialiser une production agricole d'exportation cultivée en plantation familiale. L'U.C.C.A.O. est une coopérative de planteurs de café arabica qui a installé à ses frais une usine de triage parmi les plus modernes d'Afrique ; la S.F.C.T. est une compagnie mixte où se retrouvent les états camerounais et français pour encadrer la production de tabac de l'Est du Pays ; la C.F.D.T. est l'émanation des industriels cotonniers français, chargée de promouvoir la culture du coton dans le Nord (et quelques autres états africains) ; le S.E.M.R.Y. enfin, est un organisme d'état chargé d'organiser la culture irriguée du riz sur les bords du Logone.

Ces firmes dotées d'installations industrielles puissantes, qui représentent des puissances notables sur le marché international, se comportent donc comme des plantations industrielles... sans rien planter elles mêmes.

Secteur F : exploitants forestiers, qui mettent en valeur de façon moderne une ressource naturelle dont le renouvellement est spontané. La majorité des firmes intègrent à leur activité une ou plusieurs scieries, qui sont un élément fixe dans l'espace, alors que les chantiers de coupe sont mobiles (donc impossibles à cartographier). C'est là aussi une activité fondamentalement extrovertie.

Secteur B : bâtiment et travaux publics (1), entreprises nomades, elles aussi, au gré des chantiers, d'un quartier à l'autre d'une ville ou d'une région à l'autre pour les constructeurs de routes, de ponts, de voies ferrées... Elles ne travaillent, par définition, que pour le marché local, mais les plus importants sont l'émanation de firmes étrangères.

(1) entreprises privées exclusivement.

Secteur E : production d'énergie et d'eau potable. Ce sont des activités très éloignées de l'industrie classique, mais leur rôle est décisif pour permettre l'activité de celle-ci. On compte trois entreprises d'état (EDC, SNEC et POWERCAM, distribuant l'eau et l'électricité dans les deux Cameroun) et une mixte, ENELCAM, qui administre le barrage d'Edéa et ravitaille aussi les villes de Douala et Yaoundé).

Mentionnons aussi un secteur X^o, la recherche pétrolière, qu'effectuent cinq compagnies étrangères. Aucun gisement n'étant actuellement en exploitation, on ne peut parler à leur sujet d'industrie minière.

Dans les "secteurs industriels vrais" on peut distinguer :

Secteur A : industries alimentaires et leurs annexes : ces firmes, nombreuses et parfois très puissantes travaillent essentiellement pour le marché local (seule exception : "CREVETTE DU CAMEROUN" qui exporte toute sa production aux U.S.A.). On peut nuancer en :

A₁ : alimentation générale, comme les minoteries, boulangeries industrielles, fabriques de pâtes alimentaires, confiseries, chocolateries...

A₂ : ce qui concerne la viande, c'est-à-dire d'une part une fabrique de conserves de viande en pleine zone d'élevage (à MAROUA), d'autre part une vieille compagnie d'élevage, abattage, conditionnement et commercialisation de viande bovine. L'aspect "élevage" est un type d'activité très particulier - apparenté au fond des plantations. Une seule firme ne justifie pas la création d'une catégorie particulière, on la distinguera cependant sous la rubrique A₂'.

A₃ : ce qui concerne le poisson, c'est-à-dire qu'entre grandes sociétés de pêche industrielle, de conditionnement et de vente du poisson, plus cette firme dont nous avons parlé, spécialisée dans les grosses crevettes du WOURI.

A₄ : les boissons, quatre brasseries d'importance très inégale. La plus puissante a diversifié ses activités : glace, boissons gazeuses, Coca-cola... Leurs réseaux de commercialisation sont considérables.

A₅ : glaces alimentaires, quatre petites firmes en cours d'installation, toutes avec capitaux locaux.

A₆ : le tabac : assimilable, mutatis mutandis, à la boisson - une seule firme mais très active.

A₁₀ : annexes, c'est-à-dire une seule firme qui fabrique des bouteilles pour les brasseries. Elle travaille certes un "minéral non métallique", mais elle est si intimement dépendante de A₄ (capitaux inclus), qu'on ne saurait la situer ailleurs que dans le secteur A. Une autre est en projet pour produire des capsules de bouteilles.

Secteur M : industries métallurgiques et mécaniques. C'est aussi un secteur où les firmes sont nombreuses et très diversifiées.

M₁ : sidérurgie de base, transformation du minerai. Une seule firme : ALUCAM : la grande usine aluminurgique d'Edéa - travaillant essentiellement pour l'exportation.

M₂ : transformation de la matière première métallique en un produit fini destiné au marché local, soit produit d'équipement comme des charpentes métalliques, des cuves à mazout, soit équipement léger : tôle ondulée, outils, soit biens de consommation familiale : matériel de cuisine, machettes, cantines...

M_3 : représente des firmes de mécanique plus raffinée, montage ou réparation et non création d'objets métalliques (montage d'automobiles, de bicyclettes, rectification de moteurs...)

M_4 : quelques rares entreprises d'électricité et électronique (montage plutôt que fabrication).

M_6 : nous mettons là, sans grande conviction, une série de garages (1) particulièrement importants (surtout au plan local), bien qu'il ne s'agisse pas vraiment d'industries mais plutôt d'un service.

Secteur T : industries textiles.

T_1 : tissage et filature : une seule entreprise, la CICAM, semi-nationale, qui vise à faire le lien entre production locale de coton et confection locale.

T_2 : une vingtaine d'entreprises traitant les tissus : confection de vêtements surtout, et fabrique de bâches, de couvertures, de parapluies... le marché local est loin d'être saturé.

T_4 : chaussures (4 firmes) aussi bien en cuir qu'en plastique : c'est le produit fini qui compte.

Secteur C : industries chimiques : dont un très petit nombre spécialisées dans le traitement des matières plastiques (sous-secteur C'_2). Elles aussi ne travaillent que pour les besoins locaux (on entend par là toute l'Afrique Equatoriale). La production est variée : savons, parfums, engrais, vernis... c'est un domaine industriel, jeune, appelé à une croissance rapide et massive. C'est le dernier des grands secteurs autonomes, ceux que nous allons décrire dorénavant sont surtout des satellites d'autres activités, para-industrielles ou agricoles.

(1) garages sans fonction commerciale.

Secteur P' : traitement des produits de plantation (industrielle ou familiale). On peut les appeler aussi "agro-industries". Ce sont des sociétés très nombreuses, mais très différentes ; ou ainsi une vingtaine de très petites usines de triage du café (dont les propriétaires sont souvent aussi planteurs eux-mêmes), un petit nombre d'établissements indépendants de traitement de l'huile de palme - de taille moyenne en général -, deux très gros utilisateurs de sous-produits du cacao (S.I. CACAO et SOCACAO), une petite huilerie d'arachide... et surtout un grand complexe agro-industriel, la SOSUCAFI, qui réunit plantation de cannes à sucre et usine sucrière dont la production couvre les besoins nationaux. L'objectif de cette implantation ayant été de fournir le marché intérieur, nous considérons donc que c'est l'usine - et non la plantation - l'élément de classification déterminant.

Secteur B' : annexes du bâtiment, On doit distinguer :

B₁ : fournisseurs de matériaux de construction, bruts (sable, graviers, pierres) ou élaborés (ciment, chaux, briques).

B₂ : entreprises de finition de bâtiment (carrelages, portes et fenêtres, peinture...). En tout B' représente près d'une vingtaine de petites entreprises dont la prospérité suit directement celle du Bâtiment.

Secteur F' : industries du bois, dont nous avons extrait les scieries (F'₁) qu'il est impossible techniquement de dissocier des exploitations forestières.

F'₂ : regroupe un bon nombre d'entreprises de taille moyenne qui utilisent le bois pour le marché local (menuiseries, charpentes, fabriques de meubles).

F'₃ : isole trois entreprises qui font subir au bois brut des traitements spéciaux, le livrant à l'état demi-fini (déroulage, imprégnation, anti-humidité, contreplaqué...) au secteur F'₂.

Enfin les imprimeries sont si nombreuses (une vingtaine) qu'il faut créer un Secteur I. Parmi elles, généralement de très petite taille, deux imprimeries gouvernementales et quatre ou cinq appartenant à des missions ainsi qu'un important "complexe d'arts graphiques" en cours d'installation sous l'impulsion de l'Etat.

Quant au Secteur minier X, il est dérisoire : une seule exploitation véritable, encore que réduite : la mine de cassitérite de Mayo Dailé et - agonisante sinon déjà disparue - une petite entreprise d'orpillage de l'Est. La mise en valeur possible des bauxites de l'Adamaova viendrait évidemment bouleverser ce schéma.

x
x x

3) Nous pouvons maintenant réunies en un tableau nos classifications :

Secteurs	très importantes	importantes	moyennes	petites	Total	semi-artistanales	Total général
A	6	5	4	12	27	9	36
M	2	9	7	11	29	2	31
T	3	5	6	8	22	4	26
C	-	2	5	3	10	2	12
F'	-	4	6	6	16	6	22
P'	2	2	4	17	25	15	40
B'	1	-	3	11	15	7	22
I	-	1	3	10	14	10	24
X	-	1	-	-	1	1	2
Total	14	29	38	78	159	56	215
P	5	8	11	24	48	10	58
po	3	-	-	1	4	-	4
F	2	7	20	11	40	7	47
B	-	16	12	9	37	1	38
E	3	1	-	-	4	-	4
X°	1	4	-	-	5	-	5
Total	14	36	43	45	138	18	156
Total général	28	65	81	123	297	74	371

On voit ainsi que les secteurs A, T et P sont étalés sur toute la gamme des importances, avec une certaine prédominance des entreprises moyennes et petites (45 à 60 % du total), mais aussi une solide implantation d'établissements de tout premier plan, comme de toutes petites maisons.

Inversement B', I et P' sont fortement concentrés dans les valeurs basses : les entreprises de très petite taille (petites et semi-artisanales) en forment plus des 3/4. Au contraire, forte proportion de firmes grandes et moyennes parmi les F (près de 45 % de "moyennes") et les B (75 % de "moyennes" et de "grandes"). Quasi monopole des très grandes sociétés pour les X, X^o, E et P^o, qui exigent en général de très gros investissements et de grandes concentrations de main d'oeuvre.

Enfin, en position moyenne, restent F' et G', avec prédominance des valeurs moyennes et pas de très grandes firmes, H, plus diffus encore où les extrêmes, bien que restreints, sont présents.

Ici nous voyons apparaître un problème fondamental, la puissance de ceux qui promeuvent les industries : certains domaines (X^o, E, P^o) ne sont à la portée que de l'Etat ou de compagnies étrangères de premier ordre ; celles-ci s'intéressent également aux secteurs d'activité où les débouchés sont larges (A, M, T, P) mais là l'éventail des possibilités d'investissements offre de multiples occasions aux entrepreneurs locaux, dont les moyens sont modestes (surtout pour les hommes d'affaire camerounais, qui n'ont derrière eux que quelques années d'accumulation de capital).

Eux seuls s'intéressent aux petits secteurs répondant aux besoins locaux immédiats (I, F', B'), activités trop morcelées pour attirer l'attention du monde de la grande industrie.

LA REPARTITION SPATIALE DU FAIT INDUSTRIEL
(Commentaire des cartes)

I - LA REPARTITION DES ACTIVITES INDUSTRIELLES

A) L'élaboration de la carte générale "ACTIVITES INDUSTRIELLES".

Le plus intéressant à représenter sur une carte générale n'est pas la localisation des divers entreprises et établissements, mais le poids global de chaque "foyer" d'activité industrielle - celui-ci fut-il réduit à une seule entreprise. Pour cela, les deux facteurs les plus significatifs sont d'une part la main d'oeuvre salariée, d'autre part le chiffre d'affaires global pour chacun de ces centres.

Nous avons donc choisi de représenter par des surfaces (en proportion du rayon de demi-cercle) ces deux données chiffrées. Le hasard ayant fait que les deux grandeurs sont exactement comparables (77.000 millions de chiffre d'affaires au total et quelques 75.000 salariés), on peut n'user que d'une seule échelle, ce qui permet d'intéressants rapprochements, puisque le rapport main-d'oeuvre/chiffre d'affaires - ici clairement visualisé - varie considérablement selon le type d'activité.

Après avoir montré le poids relatif des foyers industriels du pays, il faut signifier en quoi consiste leur activité. C'est pourquoi les demi-cercles sont divisés en sections correspondant aux "Secteurs industriels", entre lesquels nous avons réparti les entreprises concernées, en distinguant bien "secteurs industriels vrais" et "secteurs para-industriels", (on suggérant les correspondances qui les rapprochent : F et F', B et B', P, P^o et P' etc...).

Le problème de la localisation exacte des centres sur la carte est parfois épineux. Il arrive que leur trop grande proximité impose de les réunir pour des raisons de lisibilité : ainsi NYOMBE et PENJA, KUMBA et MUKONJE, BUEA et TOLE... distants dans la réalité de quelques kilomètres à peine ont-ils été ici regroupés, tout comme ont été considérés comme des entités uniques les nombreuses plantations entourant TIKO, EKONA, VICTORIA (que la C.D.C. regroupe elle-même en "AREAS" dont la consistance est plus administrative qu'économique) ; de même les petites plantations diffuses autour d'ABONG-MBANG, de BATOURI, de FOUMBOT ou bien l'élevage industriel de la région de NGAOUNDERE ont été regroupés sur la ville où se trouve leur direction.

Il est aussi des activités dont nous ignorons l'emplacement exact, les chantiers de coupe en forêt particulièrement, que nous ne pouvons que représenter symboliquement à seul point de repère permanent : les scieries. Dans le doute complet, on a parfois dû recourir au siège social. Pour les entreprises de recherche pétrolière, dont les activités s'étendent sur des périmètres concédés fort vastes, mordant même sur l'océan, on les considérera conventionnellement comme regroupées sur le site de RIO DEL REY, centre de gravité de leurs recherches actuelles, à l'exception de la vieille SEREPCA, qui a prospecté tout au long de la côte et que nous avons pour cela située à Douala, siège de ses installations permanentes.

Problème délicat, enfin, celui des gros chantiers des entreprises de Travaux Publics, ils sont par définition mobiles, changeant de lieu dès que la construction entreprise est achevée. Pour les entreprises travaillant dans les grandes villes, il y a toujours du travail surplace ; mais pour les chantiers en rase-campagne (routes, pont, chemin de fer) nous avons opté pour la photographie de la situation en 1969, en sachant bien qu'il s'agit là d'une répartition déjà caduque à l'heure où nous

écrivons ces lignes, mais l'impact local de camp de travail aussi importants que celui de la route MORA-MALTAM à WAZA ou du Transcamerounais à NANGA EBOKO est tel que nous ne pouvions les passer sous silence.

Nous avons aussi cru bon de représenter par des flèches les axes de pénétration actuels des exploitants forestiers : on va voir dans les prochaines années se développer le long de ces directions toute une infrastructure économique et sociale (routes, scieries, dispensaires, écoles) permettant un remodelage de ces régions jusqu'ici marginales et démunies.

B) LA LOCALISATION DES ACTIVITES INDUSTRIELLES

C'est évidemment le pois de DOUALA qui s'impose en premier. 20 % de la main d'oeuvre et 40 % du chiffre d'affaires global y sont réalisés par le quart des établissements de type industriel du pays, avec une remarquable diversité des activités : tout s'y retrouve, sauf l'exploitation minière et les plantations (nous avons localisé à leur vrai place la jeune palmeraie de MBONGO et la scierie de MANOKA). Il y a cependant une prépondérance marquée des industries alimentaires (les premières pour le chiffre d'affaires), textiles (les premières pour la main d'oeuvre) et mécaniques, due à la présence de firmes comme les BRASSERIES DU CAMEROUN, les bières GUINNESS et U.B.C., les minoteries S.C.M., les installations de pêche SIPEC, la chocolaterie CHOCOCAM, les chaussures BATA, les entreprises textiles SOCATEX, CICAM, MANSUY et bien d'autres encore, les fabriques d'outils et d'ustensiles ménagers ALUBASSA, S.C.I., TROPIC, l'émaillerie ENA, les constructions mécaniques lourdes MARTY et SOCAPAR, les chaînes de montage LAND-ROVER et MAISON DU CYCLE...

Traitement des produits de plantation : dérivés du cacao par la S.I. cacao de l'huile de palme par la C.C.C., modelage des plastiques (emballages, ustensiles ménagers) par la PLASTICAM, fabrique de meubles en bois NUSSY, usine d'allumettes UNALOR, broyage de CLINKERS CIMENCAM...

Le panorama se complète avec les puissantes firmes de travaux publics SOPRA T.P., RAZEL frères, ASQUINI-ENCORAD, BOURDIN-CHAUSSEE..., les exploitants forestiers SFIA, SEFIC, la recherche pétrolière SEREPCA, et plus de quatre vingt autres établissements.

La trentaine de firmes que nous venons d'énumérer regroupent à elles seules plus de la moitié de la main d'oeuvre (8500 salariés sur 15 000), près des deux-tiers du chiffre d'affaires global (20 milliards de F. CFA sur 32) et les trois quarts des investissements totaux (18 milliards sur 24) de la métropole économique, dont nous avons dit le poids énorme dans l'ensemble que forme le Cameroun : nous avons bien là l'élément décisif, le fer de lance des activités industrielles dans le pays.

On pourra trouver dans l'Atlas régional "Sud-Ouest 1" (1) une carte localisant avec précision les établissements industriels à travers l'agglomération de DOUALA. Rappelons ici que l'essentiel se concentre dans la vaste et ancienne zone Industrielle de BASSA, à l'extrémité orientale de la ville : il s'agit de vingt grands rectangles, de 32.000 m² chacun, encore incomplètement occupés, dans une zone bien desservie en énergie (centrale thermique, transformateur de la ligne à Haute tension d'EDEA, dépôt des hydrocarbures) et surtout en transports (gare de triage, que deux lignes relient au port, ligne directe vers l'intérieur du pays, arrivée des deux routes de Yaoundé, convergence des avenues parties du front littoral semi-circulaire, coïncées là entre des marais au Nord et les pistes de l'aéroport au Sud). Les implantations les plus récentes se font parfois plus au Nord (CHOCOCAN, GUINNESS), ou surtout plus à l'Est, sur la route de Yaoundé (BATA, SOCAVER).

Exception notable : la plupart des usines textiles sont en pleine ville (DEIDO, NEW-DEIDO, BALI CONGO... ce qui correspond à des implantations anciennes et aussi à la proximité de la main d'oeuvre), ainsi que les imprimeries, les boulangeries industrielles, quelques ateliers méca-

(1) A. FRANQUEVILLE ORSTOM 1971.

riques, des menuiseries, quelques usines chimiques... mais, en dehors du secteur textile, ce ne sont que des ateliers de petite taille.

Les quais du port, occupés surtout par les entrepôts des compagnies commerciales, n'ont guère attiré jusqu'ici que les entreprises de pêche industrielle et la chaîne de montage LAND-ROVER, de même, de l'autre côté du WOURI, le faubourg de BONABERI s'est beaucoup moins développé que l'excellence de sa position ne l'y incitait (Abattoire de la ville, manufacture de couvertures MCD, CIMENCAM...) certainement à cause du lourd péage qui a grèvé jusqu'en 1969 le pont sur le WOURI. C'est là certainement que sont les plus grandes possibilités d'extension pour les industries de l'agglomération de Douala.

x
x x

2) Le deuxième facteur essentiel de localisation est la proximité de la mer, par où sont venues les influences économiques décisives et par où repartent les produits exportés. Il s'agit en effet surtout ici de plantations et d'exploitations forestières de grande taille, pour lesquelles les problèmes techniques d'évacuation de la production jouent un rôle considérable. Il faut distinguer :

a) La côte la plus occidentale, dans la zone du NDIAN, difficile d'accès par voie terrestre et particulièrement mal intégrée au reste de la nation, où sont implantées deux très grandes plantations, NDIAN et LOBE, consacrées par la PAMOL (UNILEVER) au palmier à huile, avec de puissantes usines de conditionnement (celle de LOBE est l'une des plus modernes d'Afrique) et à IBONGUE, une plantation d'hévéas de la C.D.C. Les fleuves NIDAN et NENE servent à évacuer la production par berges

jusqu'à VICTORIA, où elles embarquent à destination de l'Europe.

b) Au pied du Mont Cameroun, le FAKO forme l'une des plus belles régions de plantations qui se puissent voir : l'excellence des sols volcaniques, la diversité des bilans pluviométriques et les facilités qu'offrent les pentes pour l'irrigation et le drainage, la commodité d'évacuation par les ports tout proches de VICTORIA et de TIKO, la présence dans l'arrière-pays de réserves considérables de main d'oeuvre... favorisèrent dès l'époque allemande la constitution de vastes unités de production, aujourd'hui regroupées dans la compagnie nationale CAMEROON DEVELOPMENT CORPORATION. D'IDENAO à EKONA s'échelonnent les "estates" produisant le palmier à huile (en plein essor), la banane (en déclin), l'hévéa, le poivre, le thé (à TOLE dans la banlieue de BUEA). Y travaille une armée d'employés (13.000) venus des hauts plateaux du Nord-Ouest, qui logent dans des camps permanents équipés d'écoles, de dispensaires, de coopératives... comme de véritables petites villes.

Les fonctions urbaines de cette curieuse région sont morcelées entre plusieurs centres :

VICTORIA, petite capitale économique du Cameroun occidental, est un centre industriel actif, avec des entreprises nombreuses et diversifiées (par exemple, cinq imprimeries, correspondant au foisonnement de l'édition et de la presse locales), mais peu sont d'un niveau véritablement industriel, en dehors des deux grandes firmes textiles BRITING et surtout EMEN TEXTILES INTERNATIONAL, avec une spécialité renommée de parapluies multicolores.

TIKO, principal centre commercial du Fako malgré le déclin profond de son port, a aussi plusieurs activités de type industriel, mais la seule vraiment importante est la filiale des BOULANGERIES REUNIES de Douala.

BUEA, ville presque exclusivement administrative, figure ici grâce à la grande imprimerie du gouvernement et à la puissante compagnie de travaux publics NANGAH et Co qui a des ramifications dans toutes les villes du Cameroun occidental.

Enfin, la nouvelle zone industrielle d'OMBE, à mi-chemin des trois villes du FAKO, a déjà vu s'implanter auprès de son collègue technique quelques usines, dont la filiale locale des BRASSERIES DU CAMEROUN.

C) La région côtière du Cameroun Oriental est loin d'avoir la même activité, faute d'une densité de peuplement et d'une desserte routière suffisantes. On y trouve, certes, quelques grandes plantations. celles de la PROA autour d'EDEA (palmiers à huile), celle de la puissante SAFACAM à DIZANGUE (hévéas), celles qu'installe actuellement la compagnie nationale SOPAME à MBONGO (dans la banlieue de Douala), et à ESEKA en application du "Plan palmier". Mais la plus grande partie des palmiers est entre les mains des planteurs indigènes, dont les huileries de Kahn et d'ESEKA (usines G.G.G.) traitent la production. Mais, alors que tant d'autres peuples se lançaient à fond dans les cultures commerciales, la culture du palmier est restée très marginale en pays BASSA, où les paysans se contentent d'une économie de cueillette (1). L'oléiculture est même durement concurrencée par l'exploitation du vin de palme, tant pour la consommation locale que pour la vente dans les villes. Ainsi la palmeraie de l'arrondissement de DIBOMBARI s'est-elle entièrement reconvertie pour le ravitaillement de l'agglomération de Douala en vin de palme (d'où l'arrêt de fonctionnement de l'huilerie de DIBOMBARI).

(1) voir J. CHAMPAUD : "Mom (près de Makak) ou le refus de l'agriculture de plantation" - Etudes rurales : janvier-Septembre 1970 - page 299.

Le bois est l'autre ressource principale de la région côtière, et son exploitation est là encore liée aux possibilités d'évacuation, d'où l'implantation des compagnies dans les ports maritimes (FORESTIERE DE CAMPO à YPONO, S.F.I.A. et BOIS HYDRAULIQUES à KRIBI, S.N.C. à MANOKA) et fluviaux (C.F.G.G. à Yabassi), ou sur le chemin de fer (E.F.A. à KOUPONGO, E.F.C., S.B.S. à EDEA, L.B.C., C.F.P.E. à ESEKA, L.B.C. à BADJOB...).

Le cas de la firme L.B.C. est à ce sujet révélateur : la compagnie avait construit à ESEKA après la dernière guerre mondiale une gigantesque scierie, employant mille ouvriers malgré sa forte automatisation qui fonctionnait avec des bois venus de toute l'A.E.F. L'éclatement de l'union que formait celle-ci jusqu'en 1960 lui fut fatale, et l'immense bâtiment abandonné, pitoyable comme une épave échouée, ne sert plus que de stock de pièces détachées pour la compagnie qui a maintenant diversifié ses implantations. Ainsi a-t-elle implanté à la gare de BADJOB sa production de traverses de chemin de fer. Mais, comme cela est fréquent, la résultante des mouvements est un glissement vers la mer, d'autant plus net que la L.B.C. est en train de construire son propre port d'exportation près de l'embouchure du NYONG et s'est taillé une route privée pour le joindre à ESEKA, via le pont de bois qu'elle a jeté sur le NYONG à Song-Mbong, avec installation en cours de chantiers et scieries tout au long de ce nouvel axe.

Le cas d'EDEA est très particulier : cette petite ville née comme centre commercial au contact de la tête de navigation sur la SANAGA et du franchissement de celle-ci par le chemin de fer est devenue depuis 1954 l'un des plus importants foyers industriels africains. Le point de départ de sa fortune a été la mise en valeur du potentiel énergétique

des chutes de la SANAGA par le complexe hydroélectrique ENELCAM, et l'utilisation de la masse d'électricité ainsi produite par une industrie qui en consomme énormément : l'aluminurgie. C'est donc exclusivement la présence du barrage qui justifie celle de l'usine ALUCAM, l'une des plus importantes au monde de ce type, puisque le minerai traité arrive de FRIA, en Guinée, avec transbordement sur le chemin de fer à Douala, par où sont également réexportés les trois quarts de la production. On songe actuellement à assurer le ravitaillement de l'usine avec les bauxites de l'ADAMAOUA, quand le chemin de fer passera à proximité des gisements de MINIM-MARTAP, mais il n'est pas évident que le prix de revient de la tonne d'alumine arrivée à EDEA soit plus intéressant que le coût de celle qui vient par mer.

L'aluminium usiné au Cameroun n'est que partiellement traité sur place, dans l'usine SOCATRAL (tôles ondulées), attenante aux bâtiments d'ALUCAM : la majeure partie des sous-produits sont manufacturés à Douala par ALUBASSA (ustensiles ménagers) et C.T.M.C. (clous, outils...). C'est dire que le complexe aluminurgique - topographiquement coupé de la ville par un bras de la Sanaga, et qui loge sur place la plus grande partie de ses 800 employés - est resté un corps étranger à la région côtière : ses effets induits et les dérivations que l'on peut en espérer en aval concernent essentiellement Douala, seul centre industriel susceptible de développement cohérent.

x
x x

3) La carte révèle cependant un autre lien privilégié pour la localisation des industries : l'axe qui suit la frontière entre les deux

états de la République Fédérale, du bas-Iungo aux plateaux nord-occidentaux.

C'est là une zone dont la fertilité est souvent exceptionnelle ; les populations très denses et très dynamiques de sa partie Nord, sont descendues en masse dans sa partie Sud (MUNGO, MEME). L'épine dorsale de cette région est constituée par le principal axe de transport du pays : chemin de fer de Douala à NKONGSAMBA (avec embranchement vers KUMBA depuis 1969) ; route goudronnée à très fort trafic (plus de 1000 véhicules par jour) de Douala à NKONGSAMBA puis à BAFOUSSAM ainsi que de Douala à VICTORIA, de LOUM à KUMBA et de BUEA à KUMBA (en réfection complète) ; pistes en terre de qualité variable mais généralement très fréquentées : BAFOUSSAM-FOUMBAN, MELONG-DSCHANG, BAFOUSSAM-BAMENDA, "RING ROAD" (BAMENDA-KUMBO-NKAMBE - WUM-BAMENDA) ; nombreuses jonctions avec les autres régions du pays : KUMBA-NBONGUE, KUMBA-MAMFE, LOUM-YABASSI, BAFANG-BAFIA-YAOUNDE, FOUMBAN-Nord...

x
x x

En partant de Douala, on voit se succéder des zones bien distinctes :

a) Tout d'abord, sur des sols alluvionnaires médiocres s'étend une zone restée boisée, d'où les exploitations forestières de MUYUKA et de KOMPINA (avec les plantations expérimentales de l'IRMO).

b) De part et d'autre de la très fertile moyenne vallée du Mungo se concentrent de nouveau les plantations : à l'Ouest, deux grands complexes de la C.D.C., à MUKONJE et à TOMBEL, consacrés essentiellement à l'hévéa, et la cacaoyère des chocolatiers anglais CADBURY et FRY à IKILIWINDI ; à l'Est, vastes plantations fruitières de l'IF.A.C. de la S.P.N.P., de la COMPAGNIE DES BANANES échelonnées le long de la

route, de NYOMBE à LOUM, au milieu d'une nuée de petites exploitations familiales, assez éprouvées actuellement par l'effondrement de la banane. Les centres urbains de la région vivent essentiellement de cette intense activité agricole, et secondairement de l'exploitation des forêts qui l'enserrent.

Ainsi, KUMBA, la plus grosse ville du Cameroun Occidental, n'a-t-elle guère d'activités industrielles en dehors du bâtiment : elle se développe par ses plantations et sa très riche banlieue vivrière (région d'EKUMBE-KOMBONE) dont elle assure la commercialisation vers Douala.

MBANGA, en dehors de la zone la plus fertile, possède une biscuiterie des BOULANGERIES REUNIES et une activité notable d'extraction des cendres volcaniques (pouzzolanes) pour les travaux publics.

D) Dans le Mungo Septentrional, l'altitude s'élève, et le café devient la spéculation essentielle : les plantations industrielles sont encore nombreuses autour de MANJO, et surtout de MELONG, mais la part des exploitations familiales devient de plus en plus importante, jusqu'à devenir exclusive dans le HAUT-NKAM. On voit apparaître un grand nombre d'usines à café dont certaines sont liées à de grandes plantations, mais qui pour la plupart traitent la production d'une multitude de petits exploitants autonomes.

L'usinage du café est ainsi la première activité industrielle de la vieille métropole qu'est NKONGSAMBA, troisième ville du Cameroun, née du terminus du chemin de fer, au contact du MUNGO- terre d'immigration - et des plateaux BAMILLEKE - zone d'émigration. On y relève des activités assez diversifiées, mais restant en général de petite taille : de quoi satisfaire les besoins locaux (boulangeries, garages, imprimeries) sans plus.

E) Dans les hauts plateaux occidentaux, le café arabica règne en maître. Cultivé en pays BAITILEKE par des paysans indépendants (à l'exception d'une plantation industrielle à BABADJOU), en pays BANOUN par les grandes plantations - encore souvent françaises - de la région de FOUMBOT, (où l'on cultive aussi en grand les légumes européens pour le ravitaillement de Douala et de Yaoundé), le café est encadré techniquement et commercialement par la puissante UNION DES COOPERATIVES DU CAFE ARABICA DE L'OUEST (U.C.C.A.O.) qui en assure aussi l'usinage. La moitié de ce conditionnement est actuellement fait dans l'ultra-moderne usine de triage électronique de BAFOUSSAI, nouvelle métropole en pleine expansion, mais dont la prospérité repose bien plus sur le café et la spéculation immobilière que sur une industrialisation encore bien réduite, à l'exception d'une importante usine des BRASSERIES DU CAMEROUN.

De même BAMENDA, capitale incontestée du Nord du Cameroun Occidental, n'a encore que le minimum industriel qu'exigent les besoins régionaux (imprimeries, garages, menuiseries) et sa propre construction (travaux publics...). Le café arabica joue un rôle considérable, ici aussi grâce aux planteurs individuels (seule exception : la plantation d'Etat (W.C.D.A.) de SANTA) dont les coopératives locales concentrent la production pour le MARKETING BOARD. Signalons, sur les hauts plateaux du pays WIMBUM, la grande plantation de thé de NDU, crée par la compagnie anglaise ESTATES AND AGENCIES, qui exporte sur Londres un produit de qualité renommée ; à cette réussite brillante s'oppose l'échec de la plantation par la W.C.D.A. d'une palmeraie à NTEM, échec dû au trop grand enclavement de la plaine Tikar occidentale, d'accès excessivement difficile.

4) Le Centre et l'Est du Cameroun présentent au contraire un semis d'établissements régulièrement espacé.

a) Dans le centre, la principale ressource économique - le cacao - est entièrement aux mains des paysans : elle n'a donc pas donné naissance à des plantations de type industriel, ni, non plus, à une activité d'usinage importante (à l'exception de la jeune firme japonaise SOCACAO, à YAOUNDE). C'est au tabac qu'est consacrée la plantation de BATCHENGA, au sucre (de la canne jusqu'au paquet d'1 kg) le grand complexe agro-industriel SOSUCAM de MBANDJOCK, dont l'implantation - demandée par l'Etat - a été choisie en fonction de critères agronomiques, mais aussi du passage du chemin de fer en construction. Signalons enfin que la culture du riz dans la Haute-SANAGA (sèche traditionnellement ou irriguée selon les méthodes chinoises à NANGA EBOKO) a nécessité la création de petites décortiqueuses, privée à BIBEY, communale à NANGA EBOKO, où sont aussi implantées les installations de base de la COGEFAR, qui construit le Transcamerounais.

C'est donc l'exploitation des forêts qui donne au Centre le plus grand nombre de ses entreprises - de toutes tailles - le plus souvent liées aux commodités de transport : chemin de fer (OTELE), route goudronnée (SANGHELIMA) ou piste de bonne qualité (ZOETELE). Le coeur de cette activité est la ville de MBALHAYO, terminus de l'une des deux branches du chemin de fer du Centre, tête de navigation et de flottage sur le NYONG vers AKONOLINGA et ABONG-MBANG, reliée par une route goudronnée depuis plus de 15 ans à SANGHELIMA... La gare de MBALHAYO, est d'ailleurs de loin la première du pays pour le chargement des bois : 107.000 tonnes en 1969 contre 30.000 à BADIOB, 27.000 à YAOUNDE, 26.000 à EDIKI (terminus provisoire de l'embranchement de KUMBA). Pour concrétiser ce rôle de centre du bois, déjà marqué par une école supérieure forestière, s'est implantée une grande usine de contre-plaqué (COCAL), mais pour des raisons techniques, elle n'a pas encore répondu à tous les

espoirs mis en elle.

b) La ville de YAOUNDE tranche vivement sur la poussière d'activités para-industrielles de sa région. Une cinquantaine d'établissements en fond le second centre industriel du pays, avec un échantillonnage assez bien diversifié, malgré la faiblesse des secteurs mécaniques et chimiques : industries "alimentaires" (BRASSERIES DU CAMEROUN et manufacture de tabac J. BASTOS), traitement des produits agricoles (SOCACAO, I.D.O.) et des bois (GRUIES et PLACAGES, meubles LAUWAGIE...), textiles (CONFECTION CAMEROUNAISE), imprimerie (Imprimerie du Gouvernement, COLOUMA St PAUL, Atelier d'Arts Graphiques en construction), scieries (S.A.B., CORON). Cependant, en dehors de BASTOS, SOCACAO, G et P., il ne s'agit que d'entreprises moyennes ou petites, dont beaucoup ne sont que des filiales de celles de Douala (Brasseries, DUCLAIR, SOCAREC, SOAEM...).

Mais le secteur industriel le plus important à Yaoundé, c'est la construction, ce qui reflète bien les caractères originaux de la ville : capitale administrative, initialement sans fonctions économiques, connaissant un essor démographique galopant (quadruplement de sa population en moins de 15 ans). D'où de grands travaux pour la ville elle-même, sa voirie, ses nécessités techniques (nouvelle gare, central téléphonique, extensions de l'aéroport), le logement de ses 6.000 fonctionnaires, (cités S.I.C.), les besoins de l'Etat (parlement fédéral, nouveau complexe ministériel, université), les premiers grands buildings de la ville (immeuble "Concorde", Hotel "Mont FIEBE Palace"). Il est bon aussi d'être tout près du pouvoir central, premier entrepreneur du pays : c'est ainsi que se pressent à Yaoundé une quinzaine d'entreprises de travaux publics, certaines de très grande taille (chiffre d'affaires dépassant le demi-milliard) : DURICAM, GECICAM, E.G.C.T.P. SOTRAFOM... C'est dire que l'essor industriel de la ville a reposé

jusqu'ici sur des bases artificielles, sur la satisfaction des besoins en bâtiments de l'administration et en biens de consommation courante de la population, non sur des industries susceptibles de servir de base à la formation de chaînes d'activités coordonnées.

c) l'Est est dans l'ensemble la moins bien lotie de toutes les régions : population très faible, absence de centres dynamiques, carences du réseau routier se conjuguent pour en freiner le développement.

Le café et le tabac sont les ressources essentielles, le premier surtout cultivé en plantations industrielles (GRIBI, BATOURI, ABONG-IBANG), le second cultivé par les paysans mais sous le contrôle étroit de la S.F.C.T. (organisme d'état franco-camerounais) qui encadre la production et en assure l'usinage dans ses centres de BATOURI, BERTOUA et BETARE-OYA. Mais si le nombre des employés est grand (surtout celui des saisonniers), le chiffre d'affaires global est faible et donc le marché local dérisoire.

Les forêts qui couvrent massivement l'Est du Cameroun n'ont été jusqu'ici que bien peu mises en valeur, en raison essentiellement de l'absence de moyens de communication économiques : la puissante S.F.I.D. de DIMAKO, seule firme implantée de longue date dans la région, a ainsi été amenée à compléter ses activités de scierie d'une usine de déroulage et d'un atelier de liteaux (un complexe de placage est aussi en projet).

L'essor de l'exploitation forestière est donc directement lié à l'amélioration des communications, et l'arrivée à BELABO du premier tronçon de Transcamerounais est pour l'Est une révolution.

Immédiatement les demandes de périmètres d'exploitation se sont multipliées, en particulier à portée immédiate de la gare de BELABO dans les forêts de GOYOUM et de DENG-DENG. De même la S.F.I.D. s'est-elle construite une piste lui permettant l'accès le plus rapide à la nouvelle route BELABO-BERTOUA.

Dans la partie méridionale - que les forestiers voudraient voir desservie ultérieurement par une voie ferrée reliant MBALIMAYO à la R.C.A. -, ce sont les nouvelles routes tracées vers les frontières pour des raisons stratégiques (SANGHELITIA-DJOUH-NGOTIA, ABONG-IBANG-LONIE-NGATIA, YOKADOUTIA-MOLOUNDOU) qui permettent le déblocage d'une région particulièrement défavorisée jusqu'ici.

x
x x

5) Le Nord, enfin, souffre de deux handicaps considérables : son éloignement de la mer et des foyers d'activité du Sud-Ouest, son retard économique et social - retard dérivant lui-même directement de cet éloignement. Toutefois la distance n'a pas que des effets négatifs : en éliminant, par le coût du transport, la concurrence des centres de la côte, elle permet - elle exige - certaines implantations nécessaires aux besoins régionaux, surtout en ce qui concerne les produits pondéreux. C'est ainsi que s'est installée à GAROUA une grosse usine des BRASSERIES DU CAMEROUN et que la CIMENCAM construit sur les gisements de calcaire de FIGUILL une cimenterie qui ravitaillera Nord-Cameroun et Tchad.

Jusqu'à présent, cependant, l'essentiel des activités du Nord consiste au traitement de base des produits du cru : décorticage du riz à YAGOUA, scierie à MEIGANGA, traitement du manioc à BEMBARAN, fabrique de chaux à FIGUILL, pour les besoins strictement locaux ; ou bien pour

l'exportation, extraction et enrichissement sur place de l'étain de NAYO-DARLE, et surtout égrènage du coton de la C.F.D.T. dans cinq centres différents : KAELE, la maison-mère (capacité d'égrènage annuel 22.000 t.) MAROUA (capacité : 15.000 T, avec en cours d'achèvement l'usine "MAROUA II" d'une capacité de 21.000 T), GAROUA (capacité : 10.000 T, avec en construction "GAROUA II", de 5.000 T) MORA (5.000 T, avec le projet d'un "MORA II" de 12.000 T.), TOUBORO, enfin, dans une région particulièrement isolée : 2.000 T. seulement.

D'autres implantations sont à l'étude : GUIDER et GOUNA (100 Km au Sud de GAROUA, au carrefour de la route de Poli). S'y est ajoutée une fructueuse exploitation de l'huile contenue dans les graines de coton - jusqu'alors perdue - à l'usine de KAELE, qui satisfait un besoin local que n'arrivait pas à couvrir l'huilerie (à base d'arachides) de PITOA. Du coup, une seconde huilerie est en construction à MAROUA, et la C.F.D.T. songe à une troisième à GAROUA. La C.F.D.T., entreprise fondamentalement agricole, se trouve ainsi être le premier industriel du Nord, avec près de 700 employés permanents et quelques 1.000 saisonniers (300 à KAELE, 200 à MAROUA et à GAROUA, 150 à MORA et à TOUBORO). Elle est à tous points de vue un élément décisif de la vie économique de la région.

Les villes du Nord font piètre figure sur le plan industriel, comme d'ailleurs sur bien d'autres points. En dehors des établissements de la C.F.D.T., MAROUA ne peut guère aligner que sa coopérative de tissage artisanal - brillant succès touristique - et, à SALIAK, la conserverie de viande de la SOCANICO, qui reste de bien maigre importance, vu le faible pouvoir d'achat de la population et l'abondance de la viande fraîche dans cette région d'élevage. NGAOUNDERE, à côté de ses travaux

publics et de ses garages, ne dispose que d'une petite entreprise de parfumerie (ONIC-ZATTAR), dont la survie est aléatoire. Sa principale vocation, semble être l'élevage bovin : à l'Est de la ville sont implantées les installations de "ranching" de la PASTORALE, vieille compagnie installée aussi au-dessus de NKONGSAMBA qui traite la viande dans toute l'Afrique Centrale. Le futur terminus du Transcamerounais et, d'ors et déjà, l'aéroport peuvent concentrer sur la ville le rôle de centre d'expédition de la viande vers le Sud, avec toutes les installations que cela suppose.

GAROUA, indiscutable capitale régionale, dispose d'un capital industriel non négligeable. Comme à Yaoundé, les travaux publics représentent environ la moitié des activités, comme il est habituel dans un centre administratif à croissance rapide, et ont entraîné la création de petites entreprises d'annexes du bâtiment (S.A.C.A.F., C.C.I., DREYFUSS) : mais les bases industrielles GAROUA sont, outre les établissements de la C.F.D.T., dont nous avons vu les importantes perspectives d'agrandissement, l'usine des BRASSERIES DU CAMEROUN (bière, boissons gazeuses, glace) et celle de la CICAM, filature-tissage travaillant le coton de la C.F.D.T. pour approvisionner l'autre usine de la CICAM (teinture, impressions et apprêts) à Douala. Une première extension en 1970 a augmenté de 50 % la capacité de l'usine "Garoua I", une deuxième est prévue en 1973. En 1972, doit démarrer "Garoua II" pour le tissage des draps larges, qui sera doublée en 1974. Il s'agit donc d'une très importante entreprise (semi-nationale), intégrant le coton de sa culture au pagne vendu sur les marchés; elle doit couvrir dès 1970 50 à 60 % des besoins du pays et exporter le 1/6e de sa production dans les autres pays de l'UDEAC.

Un handicap sérieux au développement des industries de Garoua, le coût de l'énergie, sera levé par la construction du barrage de LAGDO, sur la haute-BENCUE. Garoua, avec le complexe cimentier de FIGUIL, pourra alors devenir un centre économique dont l'importance dépassera largement les frontières du seul Cameroun septentrional.

x
x x

Pour synthétiser la longue description régionale que nous venons de faire de la répartition des activités industrielles du Cameroun, penchons-nous enfin sur le nombre total d'établissements par foyer d'activité : DOUALA vient largement en tête avec 114 (sur un total de 450), YAOUNDE, en seconde position n'en totalise que 49. Se suivent ensuite : NKONGSAMBA (23) et VICTORIA (22) ; puis dans la catégorie inférieure : BAFOUSSAM (16), le groupe NYOMBE-PENJA (16), GAROUA et FOUMBOT (14), EDEA (11), puis BAMEUDA (9), TIKO et MELONG (8), BAFANG (7) ; de 4 à 6, on trouve encore KUMBA, BUEA, MAROUA, NGAOUNDERE, IBALMAYO, ESEKA, KRIBI, LOUM, KEKEM, et la zone industrielle d'OMBE.

Partout ailleurs, ce ne sont que des entreprises dispersées.

Par région administrative, les contrastes sont tout aussi frappants : l'Est n'a que 12 établissements, le Nord 37, contre 51 à l'Ouest, 75 au Cameroun Occidental (13 dans la partie Nord, 62 dans la partie sud), 83 dans le centre sud (mais 34 seulement en dehors de Yaoundé), 192 dans le littoral (78 hors de Douala).

Mais nous juxtaposons ici tous les types d'activités industrielles si l'on se limite aux industries "stricto-sensu", la concentration est beaucoup plus massive. N'apparaissent comme centres industriels véritables que DOUALA et YAOUNDE au rang supérieur, VICTORIA (avec son annexe d'OMBE) GAROUA, NKONGSAMBA et BAFOUSSAM dans un deuxième ordre, et enfin le cas particulier d'EDEA, dominé par une seule activité.

II - LA REPARTITION DES INVESTISSEMENTS (cantons 1 et 2)

Nous ne disposons du total des investissements réalisés en 1969 que pour 158 établissements industriels (1). Encore, pour plusieurs d'entre eux, s'agit-il d'extrapolations à partir des chiffres globaux donnés au niveau de la grande firme qui les regroupe. Nos principales carences concernent évidemment le Cameroun Occidental, toujours moins bien loti sur le plan statistique (nous ne possédons sur lui que les données concernant les trois principales compagnies de plantations) et, d'autre part, les entreprises de Travaux Publics dont les dossiers ne comportent pratiquement jamais la mention de leurs investissements - il est vrai que ceux-ci consistent essentiellement en matériel mobile, qu'il serait peu significatif de localiser de la même manière que les autres.

Néanmoins, les chiffres que nous avons en main regroupent tous les investissements vraiment importants et les manquants représentent en fait peu de choses : si ces 158 établissements totalisent 73.900 millions de F. CFA, les 83 qui dépassent le seuil des 100 millions correspondent à 97 % de ce total (71.050 millions), et à 70 % (51.650 millions) les seuls 21 qui atteignent le milliard.

x
x x

44 % du total (32.900 millions) proviennent d'activités industrielles vraies : l'aluminurgie, les brasseries, les entreprises textiles en forment la plus grande part. La fourniture d'énergie électrique, la recherche pétrolière, les plantations industrielles représentent l'essentiel des secteurs para-industriels.

Ces investissements lourds, qui ne peuvent être l'oeuvre que de compagnies puissantes, ou de l'Etat, se trouvent assez fortement

(1) Y compris certains encore en construction : l'investissement est fait, même si, en 1969, la production n'est pas encore commencée.

concentrés (carton 1) : on en décèle 33 % à DOUALA, 29 % à EDEA et 7 % à YAOUNDE, où les secteurs industriels vrais forment de la moitié aux deux tiers, du total. Remarquons également CAROUA, avec ses grosses implantations consacrées au coton et aux boissons, BAFOUSSAN et NKONGSAMBA, avec au contraire une poussière de petites firmes très variées (VICTORIA serait sans doute du même type si nous avions des chiffres) ; MBANDJOCK et FIGUILL, sièges de très grosses entreprises d'implantation récente et directement liée à une volonté gouvernementale d'aménagement du territoire. On notera aussi les très importantes mises de fonds que représentent les entreprises forestières du Sud et de l'Est (DIMAKO, SANGHELIMA) et celles qui transforment le bois (KRIBI, MBALIAYO), la mise en valeur du coton du Nord (KAELE, MAROUA) et de son riz (YAGOUA), les plantations de haute altitude de l'Ouest (thé de NDU, café de FOUMBOT) et surtout les gigantesques plantations du littoral atlantique (latex de DIZANGUE et TIKO, palmiers à huile de NDIAN, LOBE, IDENAO, MUKONJE, TOMBEL, EKONA, MBONGO, ESEKA) qui ont exigé des capitaux considérables, tout comme la recherche pétrolière du secteur de RIO-DEL-REY.

x
x x

Cette concentration - tant sectorielle que géographique - des très gros investissements est particulièrement évidente si l'on ne conserve sur la carte que les établissements représentant plus de 500 millions d'investissement (carton 2) et surtout (ils sont les deux tiers du lot) plus d'un milliard. Les établissements industriels vrais, en moyenne nettement plus petits (1,7 milliards contre 2,5), sont concentrés en majorité à DOUALA, avec trois brasseries

(BRASSERIES DUC., GUINNESS, U.B.C.), une entreprise de pêche frigorifique (SIPEC), une fabrique de chaussures (BATA) et une imprimerie de tissus (CICAM), une cimenterie (CIMENCAM), une usine traitant le cacao (S.I. CACAO) et une l'huile de palme (C.C.C.), que complètent la fourniture d'énergie électrique et d'eau à la métropole (E.D.C., S.N.E.C.) et la recherche pétrolière (SEREPCA). Pour le reste, on retrouve dans le foyer industriel d'EDEA l'aluminurgie, c'est-à-dire ALUCAM, qui produit les lingots, et SOCATRAL, qui fournit des tôles ondulées, et le barrage hydro-électrique ENELCAM ; à YAOUNDE les BRASSERIES DU CAMEROUN et les tabacs BASTOS, avec les installations d'eau et d'électricité de la ville (E.D.C., S.N.E.C.) ; à MBANDJOCK le complexe agro-industriel de la SOSUCAM ; à GAROUA, l'usine de tissage de la CICAM, pour laquelle trois autres milliards d'investissements sont prévus ; à FIGUILL la cimenterie CIMENCAM en construction.

Les autres, en dehors de la puissante Société Forestière Industrielle de la Doumé, (S.F.I.D.), à DIMAKO, sont toutes les très grandes plantations dont nous avons déjà signalé l'importance : compagnies internationales : PANOL (i.e. UNILEVER) à NDIAN et LOBE, SAFACAM à DIZANGUE ou nationales : C.D.C., à la périphérie du Mont Cameroun et SOPAME (organisme du "Plan Palmier") à LIBONGO et à ESEKA.

On remarquera enfin l'absence complète ici d'entreprises implantées dans les hauts plateaux occidentaux : ces régions si dynamiques se développent essentiellement avec leurs ressources propres, qui ne sont évidemment pas à la même échelle. Cet "axe du Mungo" diffère donc profondément de l'alignement des plantations côtières nées d'impulsions internationales, et des implantations faites à l'intérieur du pays pour lesquelles les interventions de l'Etat ont été fréquemment l'élément moteur.

III - L'ENERGIE AU CAMEROUN (cartons n° 3,4 et 5)

Pour le moment, la totalité des ressources énergétiques dont dispose l'économie du Cameroun repose sur l'électricité.

A) La production d'électricité.

La fourniture d'énergie électrique dont dispose le Cameroun repose sur deux bases profondément inégales : le barrage hydroélectrique d'EDEA d'une part, une poussière de centrales d'autre part (thermiques pour les 5/6, hydrauliques pour 1/6).

Avec une puissance installée (voir cartons n° 3 et 4) de 189.700 kVA au 1er Janvier 1969, soit 89 % du total national - contre 19.000 kVA aux centrales thermiques (dont 13.450 à Yaoundé et 7.950 à Douala) et 3000 kVA aux autres centrales hydro-électriques (dont 1400 à MWYUKA-YOKE) -, Le complexe ENELCAM d'EDEA, qui doit encore être agrandi des cinq turbines d'Edéa III (dont deux mises en service en 1969, augmentant de près d'un quart la puissance disponible), pèse d'un poids encore bien plus considérable dans l'économie du pays puisqu'en 1969 sa production (1.029 millions de kWh) a représenté 99 % de toute l'énergie du Cameroun.

En effet des lignes à Haute Tension (90kV) relient EDEA à DOUALA et, depuis 1969 à YAOUNDE, assurant une alimentation massive et économique de ces deux villes, d'où la mise en demi-sommeil de leurs centrales thermiques DIESEL, réduites à un rôle d'appoint : arrêt complet de Douala-KOUMASSI, réduction de Douala-BASSA à 0,7 millions de kWh, chute de la production de la centrale de Yaoundé de 26 millions de kWh en 1967-68 à 2 millions en 1968-69 (pour une consommation de 30,5 millions). Une extension de cette desserte à

par ligne de 90 kV est prévue jusqu'à NKONGSAMBA, assurant également l'alimentation des très actifs centres urbains de MUNGO : IBANGA, LOUM, HANJO...

Jusqu'à présent le principal facteur limitatif à une pleine utilisation d'EDEA a été la trop forte irrégularité de la SANAGA, amenant certaines années des étiages catastrophiques en Février-Mars, d'où des variations gênantes dans la production annuelle : 1.087 millions de kWh en 1963, 997 millions en 1964, 1.063 en 1965, 1.006 en 1966, 952 en 1967... Pour régulariser le fleuve, on a achevé en 1970 la mise en eau du barrage-réservoir du TIBATI-MBAKAOU (1,8 milliard de m³) et l'on en prévoit un second à BAMENDJING, sur le haut-NDUN.

On pourra alors mettre en valeur, en amont d'EDEA, le site de SONG-LOULOU (puissance envisagée : 120.000 kW, soit 60 % d'EDEA I + II + III). On envisage aussi la possibilité d'aménager - à moindres frais, mais à moindre rendement - les sites de NJOCK et de MPOUME, sur le NYONG à son débouché des plateaux de la région de Yaoundé (puissance envisagée : 60.000 et 75.000 kW) et celui des gorges du NKAM à YABASSI (44.000 kW). Ultérieurement on pourra exploiter les rapides de la SANAGA à NACHTIGAL, proches de YAOUNDE. Dans le Nord, où l'éloignement de la côte atlantique rend très élevé le coût du fuel, donc du courant (30 F le kWh à MAROUA, contre 11,7 à DOUALA et à EDEA), on étudie les possibilités qu'offre l'admirable site de LAGDO sur la haute-BENOUÉ. Pour la desserte des villes de l'Ouest, BAFOUSSAM en particulier, plusieurs sites de chutes sont exploitables, celui de la METCHIE, étant le plus commode. De très petites installations desservent déjà DSCHANG et FOUMBAN.

Au Cameroun occidental, on a commencé dès l'époque allemande l'aménagement des torrents qui dévalent des flancs orientaux du Mont

Cameroun. Les petites centrales de YOKE, HALALE, et LUERMANN FALLS sont reliées à MUYUKA, BUEA, TIKO et VICTORIA par un réseau à haute tension (33 kV) de 80 km de longueur.

D'autres sites sont aménageables : la rivière OMBE, à l'Ouest de BUEA, et surtout les torrents qui surplombent le secteur d'IDENAO-DEBUNSHA (l'une des zones les plus arrosées du monde). Une centrale thermique à BOTA fonctionne essentiellement pour les installations de la C.D.C.

Les principales villes du Cameroun sont équipées en centrales thermiques de petite dimension, qu'administre (sauf à MBALMAYO et à GAROUA) la compagnie nationale Electricité du Cameroun (E.D.C.). De plus les petits centres (MOKOLO, ESEKA, LOUM, YABASSI...) ne disposent que d'une génératrice, dépendant de la municipalité ou de la préfecture, qui fonctionne quelques heures par jour pour les besoins des bâtiments administratifs et de quelques résidences. On remarquera l'absence de toute installation dans l'Est et au Nord du Cameroun Occidental (mais l'installation de l'électricité est en cours à BAMEMBA).

B) La consommation d'électricité.

Même déséquilibre dans la consommation que dans la production : sur environ 1.045 millions de kWh effectivement vendus en 1969, le complexe industriel ALUCAM-SOCATRAL en a consommé 85 % (888,2 millions de kWh pour ALUCAM et 4,3 millions pour SOCATRAL). La ville de DOUALA, avec toutes ses industries, ne vient que très loin derrière : 97 millions de kWh (9 % du total), et Yaoundé plus loin encore (30,5 millions, soit moins de 3 %).

Au-dessus du million de kWh, on ne trouve que GAROUA, EDEA, MAROUA, NKONGSAMBA et BAFOUSSAM. La "forte consommation de GAROUA et surtout de MAROUA doit être en grande partie redevable au climat,

qui exige l'emploi dans les administrations, les bureaux, les résidences aisées de conditionneurs d'air qui consomment énormément de courant ; celle d'EDEA-ville s'explique surtout par le très bas prix de l'électricité, achetée intégralement à ENELCAM.

Nous avons une image légèrement différente de la consommation d'électricité si nous prenons le nombre des abonnés pour chaque ville, quelque soit le volume de la consommation de chacun : l'avance de DOUALA est moins forte par rapport à YAOUNDE (14.500 contre, 8.500, ce qui correspond chaque fois à environ 50 abonnés pour 1000 habitants) ; NKONGSAMBA et GAROUA - très anciennement électrifiées elles aussi - suivent avec 1650 abonnés (33 pour 1000 habitants) et 1050 (43 pour 1000 habitants) ; puis BAFOUSSAM (720 - 20 pour 1000 habitants), EDEA (550 - 30 pour 1000 habitants), MAROUA (520 - 16 pour 1000 habitants) ; les autres oscillent entre 420 (DSCHANG) et 230 (NGAOUNDERE et FOUMBAN) soit de 5 abonnés pour 1000 habitants (NGAOUNDERE) à 45 (KRIBI - chiffre exceptionnellement élevé dû à la fonction touristique de la ville), la médiane étant de 15 à 25 pour 1000 habitants.

Il est intéressant, également, de voir comment a évolué la consommation des villes au cours des onze dernières années (il n'existe guère de chiffres plus anciens) (carton n° 5).

DOUALA et YAOUNDE ont connu une hausse très régulière (malgré un léger fléchissement à DOUALA en 1969-61), assurant à Douala un triplement, à Yaoundé un quadruplement de leur consommation. Les croissances les plus spectaculaires ont été celles de GAROUA et, à un moindre degré, de BAFOUSSAM (qui semble s'essouffler un peu depuis quelques années). Au contraire EDEA et NKONGSAMBA ont relativement stagné, comme MAROUA malgré une poussée rapide jusqu'en 1964.

Les petits centres croissent régulièrement, mais sur de faibles valeurs au total, avec parfois des débuts difficiles (KRIBI). On retrouve donc là encore la croissance remarquable des véritables capitales régionales du Cameroun, contrastant avec la relative stagnation des autres villes, même celles qui furent plus favorisées naguère (NKONGSAMBA et EDEA particulièrement). Les deux capitales, bénéficiaires d'une alimentation énergétique abondante et économique à partir d'Edéa, se développent sur une toute autre échelle. L'écart qui les sépare, malgré la progression plus rapide de Yaoundé, n'a fait que croître en valeur absolue.

x
x x

C) La mise en exploitation future des petits gisements de pétrole décelés autour de Douala (pointe SUELLABA, secteur de DIBOMBARI) et de la poche de gaz naturel de LOG-BABA (dans sa banlieue orientale) renforceront encore l'avantage énergétique de la capitale économique du Cameroun, quelque soit le site exact choisi pour la construction de la future raffinerie de pétrole (BONABERI, MANOKA, VICTORIA ?).

x
x x
x

CONCLUSION

L'INDUSTRIE DANS LA GEOGRAPHIE DU CAMEROUN

Nous avons suffisamment décrit la diversité des situations régionales dans la répartition des industries pour n'y point revenir. Il y a cependant d'autres points de vue qu'il est intéressant d'analyser.

A) Le "commandement géographique" des villes : (cartons 6-7)

Pour s'assurer le contrôle de marchés de plus en plus importants, les entreprises les plus puissantes, les plus dynamiques débordent de leur localisation initiale pour implanter ailleurs de nouvelles usines, des dépôts, des agences commerciales, qui amènent progressivement à une nouvelle organisation de l'espace d'une nation : son animation économique dépend désormais des centres où se concentrent les organismes de commandement, sièges sociaux ou directions des entreprises, c'est-à-dire le pouvoir de décision (1). C'est un aspect marginal dans une étude d'ensemble des problèmes industriels, mais capital pour toute recherche visant à comprendre l'organisation spatiale d'un pays.

Vingt-huit firmes dirigent ainsi 71 établissements séparés de leur siège social. On compte parmi ces derniers 19 plantations ou pseudo-plantations, 18 exploitations forestières, 13 succursales d'entrepreneurs de travaux publics, et seulement une vingtaine d'"industries vraies", dont beaucoup d'"annexes du bâtiment". Jusqu'à présent, seules les "BRASSERIES DU CAMEROUN" disposent d'un véritable réseau d'usines de boissons (DOUALA, YAOUNDE, BAFOUSSAM, GAROUA, OMBE, et une en construction à BAMBENDA) que complète un jeu de points de vente, en pleine expansion. Autres réseaux remarquables : ceux des centres

(1) ce que l'on nomme parfois "secteur quaternaire" de l'économie.

de conditionnement industriel des grandes "pseudo-plantations" :
BAFOUSSAM, DSCHANG, MBOUDA, FOUNBAN, FOUNBOT, pour l'U.C.C.A.O., BERTOUA,
BATOURI, BETARE-OYA pour la S.F.C.T., KAELE, MAROUA, MORA, GAROUA,
TOUBORO pour la C.F.D.T. (carton 7) ; sagit-il là d'un "quadrillage"
volontaire et effectif de vastes territoires pour une mise en valeur
optimale de leurs ressources naturelles.

Quatre vingt six points de vente spécialisés diffusent
à l'intérieur du pays les produits des firmes industrielles camerounaises
et dix dans les états voisins) ; ils relèvent de deux types principaux :
bureaux d'une grande maison (ALUCAM, SOSUCAM...) assurant sa représen-
tation sur les principales places économiques (Douala et Yaoundé essentiel-
lement, NKONGSAMBA et GAROUA dans une moindre mesure), ou bien véritable
réseau commercial de firmes travaillant pour le marché local et voulant
diffuser elles-mêmes leur production (exemples : chaussures de la
BATA, poissons de la SITEC, bicyclettes de la MAISON DU CYCLE, tissus
d'EMEN TEXTILES...).

C'est évidemment Douala, siège de 43 firmes à implantations
multiples, qui domine tout le territoire camerounais (carton 6).
Sa présence est surtout sensible dans le demi-cercle qui l'environne
de BAHENDA à YAOUNDE et à KRIBI, avec un rôle considérable de ses
exploitants forestiers dans la mise en valeur des vastes forêts sous-
peuplées de son arrière-pays. Remarquons l'importance de la repré-
sentation commerciale des firmes de Douala sur la place de YAOUNDE
(24 agences), signe de la relation symbiose des deux capitales, car
si certaines ne sont là que pour profiter d'un vaste marché beaucoup
sont présentes pour être à proximité du pouvoir central, principal
maître d'oeuvre du pays (en particulier dans les travaux publics).

Présence active aussi à NKONGSAMBA et à EDEA, pénétration enfin sur les plaques les plus actives du Cameroun Occidental : VICTORIA, KUMBA, BAMBENDA...

Le rayonnement des autres centres (carton 7) ne peut évidemment être comparé au sien. Yaoundé est surtout présent à Douala même, à GAROUA (travaux publics et annexes du bâtiment), dans l'Est (implantations de la S.F.C.T.).

Frappante est son absence dans l'Ouest du pays, où la résistance de l'économie locale à toute pénétration extérieure se conjugue à la concurrence de Douala. NKONGSAMBA ne contrôle que le MUNGO du Nord, BAFOUSSAM et KAELE ont pour champ d'action ceux de l'U.C.C.A.O. et de la C.F.D.T.

EDEA et NANGA-EBOKO ne font qu'assurer la représentation à Douala et à Yaoundé de leur principale entreprise. Enfin les grandes firmes de plantation, de construction, d'exploitation forestière, du "complexe urbain du FAKO" (VICTORIA, BOTA, OMBE, BUEA, TIKO) dominent étroitement le sud du Cameroun Occidental.

C'est une conclusion importante suggérée par ces cartons que la persistance d'une coupure économique profonde entre les deux états fédérés près de dix ans après leur réunification politique. Il est vrai que la fusion a été fort lente (persistance de douanes intérieures jusqu'en 1966), trop en tout cas pour que se soient formées des entreprises "mixtes", travaillant véritablement sans tenir compte de la frontière. Il y a cependant eu des progrès : implantations d'entreprises alimentaires orientales dans le FAKO, pénétration des plus actives sur les marchés les plus intéressants (VICTORIA, KUMBA et BAMBENDA), et dans l'autre sens, percée commerciale de la puissante EMIEN TEXTILES à Douala, Yaoundé et GAROUA.

Il nous faut aussi signaler l'implantation à Douala de sociétés anglaises (GUINNESS, LAND-ROVER), traditionnellement présentes au Cameroun Occidental, mais qui ont osé franchir la barrière linguistique et vaincre la routine pour profiter des atouts d'une métropole admirablement placée pour faire la synthèse.

B) Le poids industriel du Cameroun en Afrique.

L'hétérogénéité de la documentation ne permet pas une analyse sérieuse de ce problème. Nous ne pouvons qu'en esquisser quelques aspects.

Ainsi pour les douze pays africains de l'ex-Communauté Française, un document d'Ediafric (1) analyse 250 firmes, mais en prenant comme critère de classement leur capital social - notion juridique bien plus qu'économique. La répartition obtenue par pays est cependant instructive : la Côte d'Ivoire vient largement en tête, avec 79 sociétés (soit 31 %) ; le SENEGAL suit avec 55 firmes (22 %), puis le Cameroun (41 maisons : 16 %) ; Gabon (20 : 8 %) et Congo-Brazzaville (16 : 6 %) viennent loin derrière ; en queue de peloton : Togo (8 firmes), Tchad et Niger (7), Dahomey (6), Mauritanie et R.C.A. (5) Haute-Volta (4). On voit donc les trois les plus industrialisés distancer largement les autres pays, encore fort démunis.

Angle d'attaque indirect, mais plus précis, nous pouvons aussi comparer la production d'électricité par pays en 1967 (2). Le Cameroun avec son milliard de kWh vient nettement dans le groupe de tête en Afrique Noire, précédé seulement par l'immense Congo-KINSHASA (2,8 milliards) (3) le GHANA (1,6 milliard depuis la mise en eau du barrage d'AKOSSOMBO) et pratiquement à égalité avec la NIGERIA (1,03 milliard), pourtant dix fois plus peuplée. Suivent loin derrière (1) EDIAFRIC. Les 250 premières sociétés d'Afrique Noire. Paris 1970 (2) d'après "Afrique 1970" édité par la revue Jeune Afrique. (3) Mais Union Sud-Africaine : 36 milliards. France 145 milliards de kWh

l'UGANDA (700 millions), la ZAMBIE (600), le LIBERIA (450), puis, entre 300 et 350 millions de kWh : le KENIA, le SOUDAN, la COTE D'IVOIRE (où le barrage de KOSSOU produira plus d'un demi-milliard en 1978), la TANZANIE, le SENEGAL, l'ETHIOPIE. La majorité des états francophones n'atteint que des totaux très faibles : 56 millions pour le Gabon, 50 pour le Congo-Brazzaville, 40 pour la R.C.A., et la Mauritanie, 30 pour le Tchad et le Mali, 20 pour la Haute-Volta, le Dahomey et le Togo.

Mais la médiocre place de la Côte d'Ivoire dans cette classification nous en fait mesurer l'insuffisance.

Dernière approche, imparfaite elle aussi : la liste (1) des entreprises agréées à la Taxe Unique de l'U.D.E.A.C. Il s'agit de firmes travaillant pour le marché formé par la réunion des cinq pays d'Afrique Centrale, et qui bénéficient donc de l'uniformité fiscale afin d'y circuler librement. (les entreprises travaillant pour l'exportation, comme ALUCAM et toutes les plantations, ne sont donc pas représentées ici. En 1969, cent firmes étaient aussi admises à cette Taxe Unique. (carton n° 8) ; elles se classaient ainsi :

	Cameroun	R.C.A.	Congo-B.	Tchad	Gabon	UDEAC
Industries alimentaires	7	2	5	3	.	17
Textiles + cuir	15	5	2	1	.	23
Des métaux	15	4	5	3	1	28
Chimiques	8	5	5	1	2	21
Du bois	3	2	.	.	1	6
Travaux publics	3	1	1	.	.	5
Total	51	19	18	8	4	100

(1) tirée de l'Annuaire de l'UDEAC - 1969.

On voit donc la prépondérance - dans tous les secteurs - du Cameroun, et particulièrement de Douala (41 firmes), qui dépasse de loin BANGUI (18) et BRAZZAVILLE (12). 10 établissements s'éparpillent sur le territoire camerounais (en particulier SOCATRAL à EDEA, CICAM à GAROUA, SOSUCAM à MBANDJOCK), ce qui contraste avec la concentration assez massive sur les capitales des pays voisins (à l'exception du Congo-Brazzaville, où l'activité économique moderne s'aligne tout au long du chemin de fer Congo-Océan, de POINTE-NOIRE à BRAZZAVILLE via la fertile vallée du NIARI.

x
x x
x

On retrouve donc là encore les caractères géographiques fondamentaux de l'industrie au Cameroun :

- importance globale à l'échelle africaine ;
- puissance de la ville de Douala, où la concentration des entreprises permet à une économie jusqu'ici extrovertie un début d'intégration, concentration dont les avantages économiques sont multiples :

- dispersion d'une partie notable des activités à travers le pays : exploitation sur place des ressources naturelles ou foyers industriels plus ou moins embryonnaires dans les métropoles régionales, dispersion parfois onéreuse, mais permettant une meilleure "rentabilité sociale" par l'animation économique des régions et le développement des villes moyennes (frein nécessaire à l'exode rural).

x
x x
x

Plus avancé, certes, que ses voisins, le Cameroun peut-il vraiment jouer ainsi sur les deux tableaux - concentration et dispersion - simultanément ? Mais la répartition actuelle des activités industrielles n'est pas le résultat d'une démarche volontaire : c'est le fruit d'une longue évolution, de vieilles divisions historiques (séparation des deux Camerouns, création d'une capitale non-portuaire à Yaoundé...), c'est surtout le résultat de la nature géographique d'un pays exceptionnellement divers, où les réalités régionales sont, dans tous les domaines, des nécessités contraignantes. C'est pourquoi, pour le développement du Cameroun, les perspectives économiques à court terme doivent-elles toujours être examinées dans le contexte des réalités du pays de ses problèmes humains, sociaux, politiques... - c'est-à-dire dans la perspective de l'unité de la nation dans l'équilibre des régions.

-:-:-:-:-:-:-

CHIFFRES D'AFFAIRES TOTAUX (en millions de F. CFA)

Firmes

Secteur	très importantes	importantes	moyennes	petites	total	semi artisanales	total général	pourcentages	
A	11.217	1.420	644	471	13.752	103	13.855	33,4%	18,7%
M	4.904	3.664	945	539	10.052	34	10.086	24,3%	13,6%
T	3.670	1.854	1.014	326	6.864	61	6.925	16,7%	9,3%
C		820	880	81	1.781	29	1.810	4,3%	2,4%
F'		1.413	587	270	2.270	97	2.369	5,7%	3,2%
P'	1.257	1.407	320	620	3.604	200	3.804	9,1%	5,1%
B'			483	757	1.240	103	1.343	3,2%	1,8%
I			429	500	929	192	1.121	2,7%	1,5%
X		47			47	3	50	0,1%	0,06%
total	21.048 (50,8%)	10.625 (25,6%)	5.302 (12,8%)	3.564 (8,6%)	40.539 (98%)	822 (1,9%)	41.361 (100%)	100%	56%
P	3.475	1.599	1.184	935	7.193	100	7.293	22,5%	9,8%
P°	6.146			50	6.196		6.196	19,1%	8,4%
F	1.215	2.808	1.835	525	6.383	140	6.523	20,1%	8,8%
B		7.001	1.434	400	8.835	20	8.855	27,3%	12,0%
E	3.367	166			3.533		3.533	10,9%	4,7%
X°									
total	14.203 (43,8%)	11.574 (35,7%)	4.453 (13,7%)	1.910 (5,8%)	32.140 (99%)	260 (0,8%)	32.400 (100%)	100%	44%
total général	35.251	22.199	9.755	5.474	72.679	1.082	73.761		100%
	47,7 %	30,0%	13,2%	7,4%	98,6%	1,4%	100%		

MAIN D'OEUVRE TOTALE (en nombre d'employés)

Firmes

	très importantes	importantes	moyennes	petites	total	semi artisanales	total général	pourcentages	
A	2.084	766	404	453	3.707	103	3.810	17,9%	5,2%
M	799	1.884	743	362	3.788	32	3.820	17,9%	5,2%
T	2.100	2.050	877	253	5.280	60	5.340	25,0%	7,2%
C		484	318	122	924	34	958	4,5%	1,3%
F'		929	556	249	1.734	87	1.821	8,5%	2,4%
P'	1.362	380	371	805	2.918	194	3.112	14,6%	4,2%
B'	55		370	675	1.100	97	1.197	5,6%	1,6%
I		150	273	360	783	136	919	4,3%	1,2%
X	297			10	307		307	1,4%	0,4%
total	6697 (31,4%)	6643 (31,2%)	3912 (18,3%)	3289 (15,4%)	20.541 (96,5%)	743 (3,5%)	21.284 (100%)	100%	29,0%
P	22.844	4.217	1.711	1.325	30.097	95	30.192	58,1%	41,2%
P°	2.950			40	2.990		2.990	5,7%	4,0%
F	2.300	3.452	2.647	601	9.000	120	9.120	17,5%	12,4%
B		4.868	1.708	394	6.970	16	6.986	13,4%	9,5%
E	1.186	411			1.597		1.597	3,0%	2,1%
X°	600	500			1.100		1.100	2,1%	1,5%
total	29.880 (57,5%)	13.448 (25,9%)	6.066 (11,6%)	2.360 (4,5%)	51.754 (99,7%)	136 (0,3%)	51.890 (100%)	100%	71,0%
total général	36.577	20.091	9.978	5.649	72.295	879	73.174	-	100%
	49,9%	27,4%	13,6%	7,7%	98,8%	1,2%	100%		

TOTAL DES INVESTISSEMENTS (CONNUS)(en millions de F. CFA)

Firmes

	très importantes	importantes	petites et moyennes	total	Pourcentages	
A	7.127	1.852	300 ?	9.300 ?	29 %	12 %
M	10.000	1.071	300 ?	11.400 ?	36 %	15 %
T	1.515	800 ?	250 ?	2.700 ?	8 %	4 %
C		300 ?	500 ?	800 ?	2 %	1 %
F'		1.000 ?	350 ?	1.350 ?	4 %	2 %
P'	2.620	890	250 ?	3.750 ?	12 %	5 %
B'	1.800		300 ?	2.100 ?	7 %	3 %
I		300	150 ?	450 ?	1 %	0,5 %
X		150		150 ?	0,5 %	0,2 %
total	23.062 (72 %)	6.400 ? (20 %)	2.500 ? (8 %)	32.000 ? (100 %)	100 %	42 %
P	12.601	1.000 ?	500 ?	14.100 ?	31 %	18 %
P°	1.200 ?			1.200 ?	3 %	2 %
F	1.159	1.750 ?	1.300	4.200 ?	9 %	5 %
B	?	?	?	?	?	?
E	16.400	?		16.500 ?	37 %	21 %
X°	8.000	1.000 ?		9.000 ?	20 %	12 %
total	39.340 (87 %)	3.800 (9 %)	1.800 (4 %)	45.000 ? (100%)?	100 %	58 %
total général	62.402	10.200	4.300	77.000 ?	-	100 %
	81 %	13 %	6 %	100 %		

Ville	nbre d'étab.	ch. Aff (x)	M. oeuvre	INV (x)	Ville	nbre d'étab.	ch. Aff (x)	M. oeuvre	INV (x)
ABONG-MBANG (HNy)	1	150	600		FOUMBOT (Bm)	14	1450	1650	200
AKONOLINGA (NyM)	1	(50)	50		GAROUA (Bé)	14	2500	1500	1500
BABADJOU (Bb)	1	50	150		GOURA (Mb)	1	150	200	
BADJOB (NyK)	1	300	250		GRIBI (BN)	1	50	100	
BAFANG (HNk)	7	200	400		IDENAO-DEBUNSHA (Fk)	1	200	1000	300
BAFOUSSAM (Mi)	16	2800	650	300	IKILIWINDI (Mm)	1	100	200	
BAMENDA (Mz)	9	300	400		KABLE (Di)	1	800	500	300
BATCHENGA (Lk)	1	150	400		KAHN (SM)	1	(50)	(50)	
BATOURI (Kd)	3	150	1000		KEKEM (HNk)	4	100	150	
BEMBARAN (Ad)	1	(50)	(50)		KOMPINA (Mg)	3	500	750	250
BERTOUA (LD)	3	100	500		KOUNDEN (Bn)	2	50	100	
BETARE OYA (LD)	2	50	500		KOUPONGO (SM)	1	50	100	
BIBBY (MS)	1	(50)	(50)		KOUTABA (Bn)	2	50	150	
BITYE (DjL)	1	(50)	50		KRIBI (Ki)	4	300	400	100
BUEA-TOLE (FK)	6	600	700		KUMBA (Mm) MUKONJE	7	150	1200	300
CAMPO (Ki)	1	200	300	450	KUMBO (Bu)	1	50	(50)	
DIMAKO (HNy)	1	500	1200	650	LOLODORF (Ki)	1	50	100	
DIZANGUE (SM)	1	550	2250	1850	LOUM (Mg)	4	350	700	
DOUALA (Wi)	114	31850	15000	24650	MAGBA (Bn)	1	(50)	50	
DSCHANG (Ma)	1	800	250		MANJO (Mg)	3	100	250	
EBOWA (Nt)	2	(50)	(50)		MANOKA (wi)	1	500	650	
EDEA (SM)	11	6650	2400	21250	MAROUA (Di)	5	700	200	400
EKONA (FK)	1	400	3200	1000	MAYO DARLE (Ad)	1	50	300	150
ESEKA (NyK)	5	650	1350	1600	MBALMAYO (NyS)	5	750	650	400
FIGUIL (Bé)	3	300	150	1250					
FOUMBAN (Bn)	1	200	150						

Ville	nbre d'étab.	ch. AFT (x)	M. oeuvre	INV (x)	Ville	nbre d'étab.	ch. AFT(x)	M.oeuvre	INV (x)
MBANDJOCK (MS)	1	600	1250	2100	PONT DU SOO (NyS)	1	50	50	
MBANGA (Mg)	2	100	50		RIO DEL REY (Nd)	4	-	5 00	1900
MBONGUE LOBE (Nd)	2	500	1850	1550	SANGMELIMA (DjL)	2	500	500	250
MBONGO (wi)	1	-	1000	1500	SANTA (Mz)	1	100	150	
MBOUDA (Bd)	2	200	50		TIKO (Fk)	8	850	5400	1500
MEIGANGA (Ad)	1	(50)	(50)		TOMBEL (Mm)	1	100	800	250
MELONG (Mg)	8	150	300		TOUBORO (Bé)	1	50	(50)	
MORA (MW)	1	250	50		VICTORIA- BOTA (Fk)	22	1750	4500	650
MUYUKA (Fk)	3	350	500	150	WAZA (Lch)	1	100	50	
NANGA EBOKO (Ms)	2	250	300		YABASSI (Mk)	1	150	200	
NDIAN (Nd)	1	500	2350	1550	YAGOUA (MD)	2	150	100	100
NDU (DM)	1	150	1000	250	YAOUNDE (Mf)	49	10500	5100	5150
NGAOUNDERE (Ad)	5	450	400	150	YINGUI (NK)	1	100	100	
NKONGSAMBA (Mg)	23	900	1050	350	ZORTELE (DjL)	2	200	300	
NSIMALEN(nf)	1	50	50						
NTEM (DM)	1	(50)	(50)						
NYASSOSSO (Mm)	1	(50)	(50)						
NYOMBE-PENJA (Mg)	16	950	1050						
OMBE (Fk)	4	450	300	150					
OTELE (Mf)	1	(50)	(50)						
PITOA (Bé)	1	50	(50)						

(x) = millions de F. CFA.

CODIFICATION DES DEPARTEMENTS

Ad	=	ADAMAOUA	Mm	=	MEME
Bd	=	BAMBOUTO	Mo	=	MOMO
Bé	=	BENOUE	Mu	=	MANYU
Bm	=	BAMOUN	MW	=	MARGUI-WANDALA
BN	=	BOUMBA-NGOKO	Mz	=	MEZAM
Bu	=	BUI	Nd	=	NDIAN
Di	=	DIAMARE	NK	=	NKANI
DjL	=	DJA-ET-LOBO	Nt	=	NTEM
DM	=	DONGA-AND-MANTUNG	NyK	=	NYONG-ET-KELLE
Fk	=	FAKO	NyM	=	NYONG-ET-MFOUMOU
HNk	=	HAUT-NKAM	NyS	=	NYONG-ET-SOO
HNy	=	HAUT-KYONG	SM	=	SANAGA-MARITIME
Hs	=	HAUTE-SANAGA	Wi	=	WOURI
Kd	=	KADEI			
Ki	=	KRIBI			
LCh	=	LOGONE-ET-CHARI			
LDj	=	LOM-ET-DJEREM			
Lk	=	LEKIE			
Ma	=	MENOUA			
Mb	=	MBAM			
Mch	=	METCHUM			
MD	=	MAYO-DANAY			
Mf	=	MEFOU			
Mg	=	MUNGO			
Mi	=	MIFI			